

*Les subsides*

Nous n'essayons jamais de vraiment discuter des propositions qui ont été faites.

L'automne dernier, j'ai eu l'occasion d'assister à la Western World Conference au Royaume-Uni, qui a porté sur les problèmes qu'une croissance lente causera au monde occidental. Je me suis retrouvé parmi des experts en sciences économiques. Malheureusement, loin d'aborder la question fondamentale, ils se servaient de la conférence comme d'une plate-forme pour marquer des points les uns contre les autres.

La description que fait le Nouveau parti démocratique des effets des taux d'intérêt est parfaitement juste. C'est un dilemme auquel ne peut échapper notre société libre. On peut se demander si le niveau des taux d'intérêt n'est pas le résultat de notre système politique, car les hommes politiques font des promesses au public afin de maintenir et de raffermir leur pouvoir. Le facteur inflationniste dont nous parlons aujourd'hui vient d'une attitude que les gouvernements ont encouragée dans ce pays, où le citoyen est protégé toute sa vie par l'État-providence. C'est le résultat de l'abondance et des exigences que nous nous sommes créées à la faveur de la prospérité économique de l'après-guerre. Tout le monde voulait un grand réfrigérateur, une grosse voiture et le téléviseur dans la chambre à coucher, et nous pensions y avoir droit, tout simplement. On travaillait dur et on faisait des heures supplémentaires afin de mettre de l'argent de côté pour acheter une propriété et avoir un niveau de vie au-dessus de la moyenne. Une fois cela acquis, cependant, un grand nivellement commence à se produire sous l'action d'une politique fiscale à caractère social. Nous avons vu s'instaurer cet état de choses au Canada avec la présentation du Livre blanc en 1969, suivie en 1971-1972 de l'application d'une politique fiscale socialisante et l'apparition d'un dilemme qui sont à l'origine de la situation actuelle au Canada.

● (1530)

A une certaine époque, notre niveau de vie se classait au troisième rang dans le monde. Nous constatons aujourd'hui que nous avons dégringolé au treizième rang. Nous avons laissé des pays comme le Japon et l'Allemagne nous dépasser grâce à leur éthique du travail, à leur frugalité et aux valeurs solides qui ont déjà été les nôtres, accéder à un niveau de vie supérieur, réussir à créer beaucoup plus d'emplois et conquérir les marchés du monde entier.

Nous sommes passés à un régime fiscal qui veut tout structurer, tout contrôler et donner tout le pouvoir aux bureaucrates. Ces derniers estiment aujourd'hui que ces allègements fiscaux accordés généreusement aux contribuables, aux contribuables producteurs de richesse, leur appartiennent. Nous voyons même l'idée nocive d'un impôt sur les revenus locatifs imputés pointer la tête dans la documentation gouvernementale et les documents que présente le gouvernement à la Chambre.

Nous passons à travers cette expérience fiscale de 1972 jusqu'au 12 novembre 1981, jour où enfin on nous présente un budget qui va mettre les points sur les i et faire les dernières retouches à cette expérience sociale à laquelle nous avons essayé de nous plier.

C'est le 12 novembre que l'innovateur canadien, l'entrepreneur canadien, le gestionnaire canadien, le créateur de richesses canadien et l'explorateur ont appris que nous avons enfin

atteint l'étape de l'économie entièrement contrôlée et que nous avons dépassé l'ère du parfait équilibre entre le secteur public et le secteur privé dont on nous avait tant parlé au cours de la décennie précédente. Comme résultat, les décisions ne sont plus prises au Canada et personne dans notre pays ne caresse l'ambition de gérer une entreprise et d'employer du personnel, à moins d'appartenir à une société de la Couronne ou une multinationale qui est assez forte pour encaisser les coups qui ne cessent de pleuvoir à la suite de la politique fiscale et monétaire du gouvernement libéral qui dirige le Canada à l'heure actuelle.

L'un des facteurs les plus préjudiciables qui attisent l'inflation avec laquelle nous sommes aux prises aujourd'hui, c'est le programme de nationalisation du gouvernement. Ce programme de nationalisation, ou de canadianisation, a taxé, je dirais, d'au moins 20 milliards de dollars, nos réserves de devises. Quand on se met à donner de l'ampleur à un programme de nationalisation dans le secteur de l'énergie, qui n'a pas encore produit un seul baril de pétrole nouveau—en fait, notre potentiel de mise en valeur a baissé—et qu'on se retrouve dans une situation de ce genre, vraiment on est dans le pétrin. Toutes nos épargnes, notre énergie et nos ressources fiscales sont désormais mises au service du principe de la canadianisation, alors que la création d'emplois et le développement sont au fond tout ce dont le Canada a vraiment besoin, car, avec ces programmes de nationalisation et de socialisation qu'on nous a imposés le 12 novembre 1981 nous avons privé toute une génération à peine diplômée du droit à une vie digne et autonome et du droit au travail.

Comment allons-nous sortir de ce dilemme? Le gouvernement n'a eu cesse de solliciter nos solutions à ce problème. Or, ce n'est pas notre parti qui est au pouvoir. Le gouvernement a à sa disposition toutes les ressources, l'expérience et les pouvoirs nécessaires pour trouver les solutions réclamées. Les députés d'en face ont exposé ce qu'ils croyaient être les solutions. Le Nouveau parti démocratique a donné son aval à la majorité de leurs initiatives car, essentiellement, ce parti a des objectifs semblables à ceux du gouvernement libéral. En effet, celui-ci vise à centraliser le contrôle sur l'ensemble des ressources et des avoirs du pays et à acquérir pour le compte du gouvernement le maximum des moyens de production des biens et services, et c'est le rythme auquel se déroule cette acquisition qui est pratiquement à l'origine de la récession actuelle. Compte tenu du million et quart de chômeurs dans un pays à densité démographique aussi faible que le Canada, et du pourcentage de chômeurs en Europe, nous nous trouvons dans une situation politique extrêmement grave.

Y a-t-il le moyen de s'en sortir? Je crois que oui, mais il nous faudra trouver de nouvelles idées. Nous y parviendrons grâce à la discussion et à des efforts soutenus.

Les quelques solutions que je propose à la Chambre ne reflètent pas la politique de mon parti. Je parle à mon titre personnel de député. J'estime qu'il y a un certain nombre de choses que nous pouvons faire pour sortir du dilemme dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui.

Premièrement, le dilemme des taux d'intérêt auquel sont en butte les Canadiens et le Gouverneur de la Banque du Canada est dû à la sortie de capitaux à destination d'autres pays, en quête d'un meilleur rendement. A cause de la politique de nationalisation que pratique le gouvernement libéral depuis le mois de février 1980, nous avons créé une demande incroyable